



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Appel à concurrence dans le cadre  
d'une procédure adaptée  
(art. L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 et L2113-12 du Code  
de la commande publique)**

**N°2024-20**

---

**Fleurissement du site de Saumur lors des  
Compétitions, manifestations et des galas du Cadre  
Noir sur le site de Saumur**

---

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Le contexte	4
2. Objet	4
3. Non allotissement	4
4. Montant maximum	4
5. Durée	4
6. Pièces contractuelles	5
7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents	5
8. Modalité de passation des bons de commande	5
9. Modifications	6
10. Unité monétaire	6
11. Pénalités	6
12. Conditions financières	7
12.1 Prix	7
12.2 Délai global de paiement	7
12.3 Modalités de paiement	8
12.4 Facturation	8
12.5 Réfaction	8
13. Cession ou nantissement de créance	9
14. Assurances	9
15. Litiges	9
16. Résiliation	9
17. Exécution aux frais et risques du titulaire	10
18. Décompte de résiliation	10
19. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat	10
19.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité	10
19.2 Conformité RGAA	11
19.3 Conformité RGI	12
20. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale	12
21. Attribution de juridiction	13
22. Dérogations aux CCAG-FCS	13

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

1. Conditions relatives à la candidature	14
2. Descriptif de la prestation	14
2.1 Lieu d'exécution	14
2.2 Descriptif technique	14
a) Compétitions	15
b) Spectacles du Cadre Noir	18

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **1. Le contexte**

L'établissement public national à caractère administratif Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports, est un opérateur public, prestataire de services destinés à l'ensemble des acteurs de la filière cheval, à la demande de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles et des collectivités locales.

L'établissement est implanté sur l'ensemble du territoire national avec un siège social à Saumur (49), de bureaux administratifs à Pompadour (19) et une vingtaine de sites répartis dans chacune des régions en France métropolitaine.

### **2. Objet**

Le présent appel à concurrence a pour objet le fleurissement de l'Institut Français du Cheval et de l'Équitation– site de SAUMUR- lors des compétitions et des galas du Cadre noir.

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix unitaires et à bons de commandes.

### **3. Non allotissement**

Dans le respect des dispositions des articles L2113-10 et L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du Code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants.

Au regard des caractéristiques des prestations attendues, et eu égard notamment à l'indissociabilité de ces dernières qui concourent à la réalisation d'un même objet, l'IFCE doit avoir un seul et unique interlocuteur, la dévolution en lots rendrait difficile le pilotage et l'exécution des prestations.

### **4. Montant maximum**

Le marché ne comporte pas de montant minimum, mais le montant maximum est fixé à 89 900,00 € HT sur la durée totale du marché.

### **5. Durée**

Le marché est de 1 an à compter de la date de notification, renouvelable 2 fois un an. Un calendrier prévisionnel sera transmis chaque fin d'année pour les manifestations de l'année suivante.

## **6. Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière ;
2. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire ;
3. Le présent cahier des clauses particulières, regroupant le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics applicables aux Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Les offres techniques et financières des titulaires ;
6. Les bons de commande émis.

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les documents contractuels du marché prévalent en cas de contradiction avec les documents des bons de commande.

## **7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents**

La correspondance contractuelle et juridique, les modes d'emploi ainsi que les factures doivent être rédigés en langue française.

## **8. Modalité de passation des bons de commande**

Le marché s'exécute par bons de commande.

Les prestations portent sur les prix unitaires par compétitions définis dans les annexes financières.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande pour signaler à l'IFCE toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations. A défaut, le titulaire ne peut invoquer l'erreur pour se dégager de sa responsabilité.

L'IFCE se réserve le droit de résilier par écrit sa commande, notamment en cas de non-respect par le titulaire de ses délais de livraison ou en cas de défaillance constatée lors de son exécution.

L'IFCE peut accorder la prolongation des délais d'exécution au titulaire du marché.

L'ajout de prestations complémentaires se fera sur la base d'un devis préalable et d'un bon de commande.

## 9. Modifications

Outre les cas prévus aux articles R2194-6 et R2194-7, l'IFCE se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant du marché initial (art. R2194-3), tenant compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

## 10. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

## 11. Pénalités

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation dans les délais, a donné lieu à l'application d'une pénalité. Le titulaire ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de la pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées par écrit par l'IFCE. Elles sont le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation du marché.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'IFCE de notifier la résiliation du bon de commande ou du contrat dans les conditions prévues à l'article « résiliation ». Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à l'IFCE.

Les pénalités notifiées au titulaire sont réglées dans un délai maximum de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la demande. A défaut de paiement dans ce délai, les pénalités réclamées sont payées par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'à leur complet paiement. Seul, le mandataire, en cas de groupement d'opérateurs économiques, ou le titulaire en cas de sous-traitance, est redevable du paiement des pénalités. Le mandataire fait son affaire de la répartition des pénalités entre les membres du groupement.

Pour la première année, le montant de l'ensemble des pénalités n'excédera pas 10 % du montant des prestations globales commandées.

Pour les années suivantes, le montant de l'ensemble des pénalités n'excédera pas 10 % du montant des prestations globales commandées sur les douze derniers mois dans lesquels a lieu le préjudice.

Il est fait application du CCAG-FCS pour la fixation des modalités de calcul des pénalités et leur typologie.

## **12. Conditions financières**

L'unité monétaire applicable est l'Euro. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

### **12.1 Prix**

Le document « bordereau de prix » fixe le prix unitaire par compétition, dont le détail fait apparaître le nombre de plantes et le prix unitaire pour chacune d'entre elles.

Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales et ils comprennent le prix de la prestation ainsi que tous les frais connexes (transport, hébergement, restauration...).

Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans l'acte d'engagement.

Le prix comprend :

- Le prix net hors TVA de la prestation ;
- Toutes les taxes fiscales, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Ils sont révisables à partir du treizième mois d'exécution du marché sur présentation d'un nouveau tarif, soumis à l'approbation de l'établissement passant commande. En cas d'augmentation égale ou supérieure à 3%, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans préavis ni indemnité. Le titulaire devra communiquer les tarifs révisés, 2 mois avant la fin de la période d'exécution du marché.

### **12.2 Délai global de paiement**

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et R3133-25 du Code de la Commande publique. Le taux des intérêts moratoires est stipulé à l'article R2192-31 et suivants du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

### **12.3 Modalités de paiement**

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

### **12.4 Facturation**

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;
- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation ;
- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée ainsi que la fiche d'exécution mensuelle ou toute autre pièce expressément demandée. Il lui sera adressé à chaque commande le N° SIRET de l'établissement, le N° d'engagement juridique ainsi que le N° de marché. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

Une fiche d'exécution mensuelle devra être jointe à la facture, avec les prestations effectuées. Toute facture ne comportant pas les pièces justificatives sera rejetée en attendant les documents demandés ; il ne sera pas fait de relance de la part du service demandeur.

### **12.5 Réfaction**

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'IFCE est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'IFCE fait connaître au Titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction, dans le même délai de quinze jours.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'IFCE se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire



défaillant, et de résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

### **13. Cession ou nantissement de créance**

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

### **14. Assurances**

Le titulaire contracte et maintient, à ses frais, pendant toute la durée de ses obligations contractuelles et/ou légales, un contrat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle couvrant l'ensemble des activités du marché et garantissant sa responsabilité à l'égard de l'IFCE et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'ensemble des garanties prennent effet à compter de la notification du marché. Sur simple demande de l'IFCE, le titulaire fournit tout justificatif permettant de s'assurer du paiement des primes d'assurances exigibles.

Le titulaire produit les attestations d'assurance en cours de validité dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de leur demande.

### **15. Litiges**

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, BP 207, Terrefort, 49411 Saumur cedex. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

### **16. Résiliation**

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-FCS (articles 48, 49 et 51), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire, notamment si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, délais...) et dans les cas autres prévus à l'article 50 du

## **17. Exécution aux frais et risques du titulaire**

L'IFCE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas notamment énoncé à l'article « Résiliation »).

Si l'IFCE ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'IFCE.

## **18. Décompte de résiliation**

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'IFCE et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

Sans attendre la liquidation définitive du solde, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, hors indemnisation éventuelle. Si le solde est créditeur au profit du titulaire, l'IFCE lui verse 80% de ce montant. Si le solde est créditeur au profit de l'IFCE, le titulaire lui reverse 80% du montant du solde.

Le marché est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution pour lesquelles l'IFCE accepte l'achèvement.

## **19. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat**

### **19.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement européen sur la protection des données »*).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'IFCE dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire fera signer la charte informatique de l'IFCE à tout intervenant ; cette signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'IFCE.

L'IFCE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

## 19.2 Conformité RGAA

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>

### 19.3 Conformité RGI

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

## 20. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale

Les prestataires préciseront dans leur offre les démarches qu'ils entreprennent de nature à limiter l'impact de leurs prestations sur l'environnement et comment leur entreprise prend en considération les préoccupations sociales de ses activités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

### Responsabilité sociétale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer un progrès social dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché. L'IFCE accueillera favorablement les propositions faites dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché en matière d'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté et éloignées du marché de l'emploi, de formation des employés, y compris les employés les moins qualifiés, de lutte contre la précarité professionnelle, de lutte contre la discrimination.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve, leur démarche en terme de :

- engagement dans la formation de leurs employés, et notamment des employés les moins qualifiés, dans le cadre de l'exécution des prestations,
- politique interne de lutte contre la précarité professionnelle : faible turn-over, faibles temps partiels, favoriser les contrats en CDI, temps de travail équilibré,
- protection sociale du personnel et politique de promotion du dialogue social interne,
- politique d'égalité et de diversité : représentation équilibrée des femmes et des hommes (rémunération égale, équilibre vie privée/ vie professionnelle, etc.), politique en faveur de la diversité, lutte contre les diverses formes de discrimination, *etc.*

### Responsabilité environnementale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve (attestations, labels, ...), leur démarche interne de réduction des impacts sur l'environnement :

- tri sélectif et collecte sélective des déchets, recours à un prestataire pour assurer la valorisation des déchets, *etc.*,
- réduction de la consommation énergétique, de la consommation de papier et autres produits,
- recours à la dématérialisation,

- réduction autant que possible, et dans la limite des exigences du cahier des charges, des déplacements des équipes dans le cadre des prestations objet du présent marché, en favorisant la visio-conférence et l'usage de moyens de transports peu polluants.

L'Institut français du cheval et de l'équitation, qui s'est doté d'une démarche de développement durable, est sensible aux respects de certains critères environnementaux, sociaux et de traçabilité (tri sélectif, type de produits utilisés, respect du dosage des produits d'entretien). Lorsque la fourniture des produits d'entretien est demandée, les candidats feront figurer dans leurs réponses toutes informations permettant d'estimer l'engagement de l'entreprise en matière de développement durable.

### **Entreprises soumises à la directive CSRD (grandes entreprises)**

Elles fourniront un reporting extra-financier portant sur les données ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance) :

- ✓ facteurs environnementaux : atténuation et adaptation au changement climatique, biodiversité, utilisation des ressources... ;
- ✓ facteurs sociaux : égalité des chances, conditions de travail et respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... ;
- ✓ facteurs de gouvernance : rôle des organes d'administration, activités de lobbying, gestion des relations avec les partenaires commerciaux...

Les informations communiquées par l'entreprise doivent être certifiées par un commissaire aux comptes ou par un organisme tiers indépendant accrédité.

## **21. Attribution de juridiction**

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – greffeta.nantes@juradm.fr

## **22. Dérogations aux CCAG-FCS**

L'article 6 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 8 relatif à l'émission des bons de commande déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

L'article 11 relatif aux pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 12 relatif aux prix de règlement déroge à l'article 10-2-2 du CCAG-FCS.

L'article 16 relatif à la résiliation déroge aux articles 49 et 50 du CCAG-FCS.

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

## 1. Conditions relatives à la candidature

Les candidats devront justifier des éléments suivants :

- Expérience dans le fleurissement de sites (présentation de la société, références). Le candidat devra faire apparaître au moins une référence équivalente dans sa liste de principaux services effectués au cours des trois dernières années. Si le candidat n'est pas en mesure de fournir ces références, il remettra tout documents permettant de démontrer qu'il dispose de niveaux minimaux de capacité techniques et professionnelles ;
- Connaissance des particularités du milieu équestre et du comportement équin : connaissance des essences végétales (arbres, arbustes, fleurs) non toxiques pour les équidés ;

## 2. Descriptif de la prestation

### 2.1 Lieu d'exécution

Institut français du cheval et de l'équitation  
170, Avenue du Cadre Noir  
49400 SAUMUR

### 2.2 Descriptif technique

La prestation consiste en :

- La livraison des plantes en pots (au plus tard la veille de l'évènement)
- L'entretien des fleurs et le suivi durant la compétition
- L'enlèvement après la fin de la compétition week-end et jours fériés inclus.

La prestation est assurée sous la forme d'une location pour chaque événement (ou durée plus longue spécifiée).

Le candidat fournira, pour juger de la qualité et du choix des végétaux, des photos de compositions florales déjà réalisées ainsi que des photos des cache-pots.

L'environnement des compétitions équestres étant constitué d'animaux vivants, une approche particulière est impérative pour ne pas perturber le comportement des chevaux, lors de la mise en place et de l'entretien des plantes. Par ailleurs, une connaissance du cheval est impérative afin **de ne pas proposer des plantes toxiques pour cet animal.**

Le candidat devra assurer une permanence physique le premier jour sur place (d'une durée d'environ 8 heures) et ensuite une astreinte téléphonique pour les autres jours lors des compétitions.

### a) Compétitions

L'organisation générale des compétitions (volume horaire, répartition des sites) dépend du nombre de concurrents engagés et ne peut-être définitive qu'après clôture officielle des engagements sur le site [www.ffecompet.com](http://www.ffecompet.com) (environ 5 jours avant l'épreuve). La commande effective du matériel sera validée à l'issue de la clôture des engagements.

L'organisateur pourra être amené à modifier l'emploi ou le nombre de piste jusqu'à la veille des épreuves, voire le jour même en cas de force majeure.

Une compétition prévue au calendrier mais non organisée ne donnera pas droit à facturation de la part du prestataire.

Les dates prévisionnelles des compétitions sont présentées en annexe 1.

La livraison des fournitures et leurs mises en place par le prestataire sur le site concerné devront être réalisées la veille du début des compétitions.

La mise en place est déterminée d'un commun accord par le responsable des compétitions et le responsable des services techniques de l'IFCE.

**Les bacs ont un lestage obligatoire pour supporter les vents.** Il est impératif que les bacs ne se renversent pas – le lestage sera invisible.

L'entretien des bacs et compostions ainsi que leur suivi durant la compétition s'effectuent pendant les temps de poses des compétitions.

L'enlèvement des bacs est réalisé à l'issue de la dernière remise de prix de la compétition.

## Fleurissement « Carrière »

Lieu : carrière (extérieur) ou manège (intérieur)		
Description des contenants	<u>Option 1</u>	<u>Option 2</u>
Bac carré ou rond de couleur vive Matière incassable Hauteur 1 mètre Largeur 80 cm minimum Quantité : 5	Par bac : 1 plante très fleurie (grosses fleurs de couleurs vives) hauteur 80cm (exemple de plante : Hortensia- rhododendron ...) 3 plantes au sol – volumes 40/60	Par Bac : 1 plante décorative à boules (3 têtes) ou ellipse, plante sculptée. Hauteur entre 1m et 1,5 m 3 plantes décoratives fleuries de même couleur au sol – volumes 40/60
Bac carré Hauteur 1m / largeur 50 cm de couleur vive Matière incassable Quantité : 6	Par bac 3 plantes décoratives fleuries couvrant toute la largeur du bac Hauteur 0,5 à 1 m maxi	Par Bac : 1 plante décorative à boules (3 têtes) ou ellipse, plante sculptée. Hauteur entre 1m et 1,5 m 3 plantes décoratives fleuries de même couleur au sol – volumes 40/60
Bac rectangulaire type jardinière de couleur vive Matière incassable Longueur 100 cm Quantité : 8	Par bac : Plantes décoratives fleuries couvrant toute la largeur du bac Hauteur 0,5 à 1 m maxi	



Options supplémentaires	
Plante type graminées - lot de 10	
Lot de 20 plantes très fleuries (grosses fleurs) Contenant : pot de 3l à 4 l	Couleurs très vives :                      Rose vif Orange vif Rouge vif Blanc
Lot de 100 plantes fleuries (grosses fleurs) Contenant : pot de 3l à 4 l	Couleurs très vives :                      Rose vif Orange vif Rouge vif Blanc

## b) Spectacles du Cadre Noir

Les dates des événements sont présentées en annexe 2.

Présentations publiques du Cadre Noir - Fleurissement du Grand Manège	
Description des contenants	Fleurissement
20 bacs de compositions florales + 2 bacs de secours  Les bacs seront ronds de dimension diamètre 40/45h et carrés de dimension 40/40/45 h  Avec support en terreau. Le substrat des bacs sera caché  Les interdits : Bac en dessous de 60cm de hauteur (hors hauteur du bac)	Variété des fleurs : orchidée, hortensia, amaryllis, bougainvilliers roses Type de plante : naturelle - Fleurs coupées et/ou plantes vivantes La composition se fera par code couleur : Blanc-rouge-bleu-jaune Exemple de composition standard : Chic et simple 2couleurs par bac maximum 1plante haute à fleurs type tigette, pyramide hauteur 60 cm 3 plantes touffues à fleurs d'un volume de 40cm environ chacune  Le volume général des bacs avec composition doit être d'une hauteur de 1m05 environ et d'une largeur de 60/70 cm environ
<b>Conditions et livraisons :</b> La prise en charge des bacs se fait par le Cadre Noir et retour dans la semaine des représentations. Lorsqu'il y a deux PPCN par semaine, il y aura qu'une seule livraison à prévoir. Facturation au nombre de bacs.  Location à l'année : fourniture de 10 buis coniques de 60/70 cm pour l'année du marché.	
<b>Les interdits :</b> Plante filiforme et bougeant au vent Plante toxique Matériaux : Objet coupant, Objet de décoration rigide	

## Galas du Cadre Noir –Pour les Galas du bicentenaire , Galas printemps des écuyers, galas des musicales Fleurissement du Grand Manège

Description des contenants	Fleurissement
<p>Fournitures plantes de la piste : 22 petits massifs de composition florale qui encadrent les lanternes, adaptés au thème des galas.</p>	<p><b>Variété des fleurs :</b> : orchidée, hortensia, amaryllis, bougainvilliers roses  Type de plante : naturelle  Fleurs coupées et/ou plantes vivantes</p> <p><b>Composition standard :</b>  Suffisamment de volume pour donner une impression naturelle et élégante.  Chic et simple  2 couleurs par bac maximum  Bac très fleuri avec bouquet de fleurs en vase plexiglas intégré  1 plante haute à fleurs type tigette, pyramide, hauteur 60 et/ou bouquet de fleurs de 8/12 branches  3 plantes touffues à fleurs volume 40cm chacune  La composition se fera par code couleur : Blanc-rouge-bleu-jaune</p>
<p><b>Conditions et livraisons :</b>  Livraison par le fournisseur  Livraison et installation dans le grand manège et le hall d'entrée avant la répétition générale  Contrôle des plantes et massifs après chaque représentation - changement des fleurs si nécessaire  Présence à chaque représentation  <b>Enlèvement de l'ensemble le lendemain matin du dernier jour de gala, jours fériés et week-end compris</b></p> <p><b>Les interdits :</b>  Plante filiforme et bougeant au vent  Plante toxique  Matériaux : Objet coupant, Objet de décoration rigide</p>	

**Galas du Cadre Noir - Fleurissement du Hall d'Entrée pour les galas « Printemps des Ecuyers », « Galas du bicentenaire » et « Musicales ».**

Description des contenants	Fleurissement
<p>Il existe 2 vasques d'Anduze qui seront à fleurir</p> <p>La société devra fournir 2 vasques type Médicis gris anthracite en pierre de dimension : hauteur 60cm diamètre 50cm. Ces vasques seront à fournir fleuries.</p> <p>Et/ou</p> <p>2 vasques type Médicis ton pierre d'une hauteur de 77 cm et diamètre 33cm. Ces vasques seront à fournir fleuries.</p> <p>La décoration se fera en relation avec celle du grand manège. Elle devra être chic et simple en fonction du thème Loire ou Bacs. Décoration florale.</p> <p>La finition des vasques se fera en mousse sur le substrat</p>	<p>2 couleurs par vasque maximum</p> <p>Vasque très fleurie avec bouquet de fleurs en vase plexiglas intégré</p> <p>3 plantes hautes à fleurs type tigette, pyramide, d'une hauteur de 60cm et/ou bouquet de 15/20 Branches</p> <p>5 plantes touffues à fleurs d'un volume de 40cm chacune</p>
<p><b>Conditions et livraisons :</b></p> <p>Livraison par le fournisseur  Livraison et installation dans le grand manège et le hall d'entrée avant la répétition générale  Contrôle des bacs après chaque représentation. Changement des fleurs si nécessaire  Présence à chaque représentation  <b>Enlèvement de l'ensemble le lendemain matin du dernier jour de gala, jours fériés et week-end compris</b></p> <p><b>Les interdits :</b>  Plante filiforme et bougeant au vent  Plante toxique  Matériaux : Objet coupant, Objet de décoration rigide</p>	